

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Opération : BRUZ - ENSAI - Aménagement bibliothèque et pôle DSI

Client : GRP. DES ECOLES NAT. D ECONOMIE ET

Adresse des travaux : 51 Rue Blaise Pascal
35172 BRUZ Cedex

Aff. N° : C-RECS-2025-30-268425

Opération de catégorie : Niveau 2

CSPS : Jean-michel GUILLEMOT

Mail : jean-michel.guillemot@btp-consultants.fr

Agence : Agence Rennes

ZAC de la Conterie 2 - Bât A - 2ème étage

10 rue Léo Lagrange

35131 CHARTRES DE BRETAGNE

Fixe : +33299788870

Créé le : 22/08/2025



École nationale
de la statistique
et de l'analyse
de l'information

Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	22/08/2025		Jean-Michel GUILLEMOT	Conception

Sommaire

Renseignements administratif	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS	5
1. Particularités de l'opération	5
2. Réseaux	5
3. Installations de chantier	7
4. Circulations piétons et véhicules	9
5. Stockage	10
6. Évacuation des déchets et matériaux	11
7. Échafaudages	12
8. Protections Collectives	13
9. Spécificités complémentaires	15
10. Secours	17
Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent	18
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	18
2. Modalités d'interventions	18
3. VIC - P.P.S.P.S.	19
4. Accueil sur site et formation	19
5. Modalités de coopération	19
6. Enchaînement des tâches	20
7. Travaux superposés	20
8. Visite et courrier des Organismes	20
9. Non-respect du Code du Travail	20
10. Autres mesures générales	21
Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)	22

Renseignements d'ordre administratif

1. Description sommaire de l'opération

Réaménagement de la bibliothèque de l'ENSAI :

Les travaux portent sur la création de box d'étude et la création de bureaux en lieu et place des anciens box et de la zone d'accueil.

2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 2 mois
- Démarrage prévisionnel : 12/10/2025
- Effectif prévisionnel : -

3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	CLOISONS SÈCHES - FAUX-PLAFONDS	-	-
02	MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS - AGENCEMENT	-	-
03	REVÊTEMENTS DE SOLS - FAÏENCE	-	-
04	PEINTURES - REVÊTEMENTS MURAUX	-	-
05	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRE	-	-
06	ÉLECTRICITÉ - C.F.O. C.F.A	-	-

5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	ENSAI	51, rue Blaise Pascal - Campus de Ker Lann 35172 - BRUZ	Arnaud DUMONT	arnaud.dumont@ensai.fr
Architecte	MAKE ARCHITECTURE	7 rue d'Ouessant 35760 - SAINT GREGOIRE	Sylvain PRIMAS	+33788762899 sylvain.prima@cirtec.fr
Maitre d'Œuvre	CIRTEC	5 rue de Belle ile 35760 - SAINT GREGOIRE	Pierre LOPIN	+33672155235 pierre.lopin@cirtec.fr
Maitre d'Œuvre	CIRTEC	5 rue de Belle ile 35760 - SAINT GREGOIRE	Nicolas GUERIN	+33786041313 nicolas.guerin@cirtec.fr
Bureau d'études fluide	BF INGENIERIE	2 Allée Alexander Bell 35230 - NOYAL CHATILLON SUR SEICHE	Benoît LIZE	+33684234564 blize@bfbfing.fr
Bureau d'études fluide	BF INGENIERIE	2 Allée Alexander Bell 35230 - NOYAL CHATILLON SUR SEICHE	Ewen SAMSON	+33607715052 esamson@bfbfing.fr
Coordonnateur SPS	BTP CONSULTANTS 35	10 rue Léo Lagrange 35131 - CHARTRES DE BRETAGNE	Jean-michel GUILLEMOT	+33650614195 jean-michel.guillemot@btp-consultants.fr

Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Conseiller en prévention	OPPBTP BRETAGNE	18-20 rue Bahon Rault 35000 - RENNES	ACCUEIL	bretagne@oppbtp.fr
Ingénieur en prévention	CARSAT BRETAGNE	236 rue de Chateaugiron 35030 - RENNES Cedex	Christian LEBRETON	+33687198377 christian.lebreton@carsat-bretagne.fr

Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Inspecteur du travail	DREETS (35)	Immeuble Le Newton 3 bis avenue Belle Fontaine CS 71714 35517 CESSON SEVIGNE - CESSON SEVIGNE	-	ddets-uc3-10@ille-et- vilaine.gouv.fr

Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

1. Particularités de l'opération

Interactions sur le site

Particularités :

Parties occupées : les cheminements d'accès (hall + circulations verticales et horizontales)

Généralités :

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : installations électriques provisoires, gaines technique, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès sur la circulation, seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Chef d'établissement.

2. Réseaux

Consignations

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : ÉLECTRICITÉ - C.F.O. C.F.A et entreprise titulaire du lot CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRE

Généralités :**ELECTRICITE**

Il faudra transmettre un PV de consignation des réseaux avant l'intervention des entreprises.

Lorsque vous réaliserez une consignation partielle des réseaux, vous devrez repérés physiquement avec la signalisation réglementaire les réseaux qui restent sous tensions, un plan repérage de ces réseaux devra être réalisé et envoyé aux différents intervenants du chantier ainsi qu'au maître d'œuvre et SPS

PLOMBERIE/CVC

Il faudra transmettre un PV de consignation et de purges sur les réseaux nécessaires avant l'intervention des entreprises.

Lorsque vous réaliserez une consignation partielle des réseaux, vous devrez repérés physiquement avec la signalisation réglementaire les réseaux qui restent sous tensions, un plan repérage de ces réseaux devra être réalisé et envoyé aux différents intervenants du chantier ainsi qu'au maître d'œuvre et SPS

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par l'entreprise compétente.

Électricité de chantier de base

Particularités :

Un point de raccordement électrique sera également fourni par le maître d'ouvrage.

Généralités :

Électricité complémentaire

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : ÉLECTRICITÉ - C.F.O. C.F.A

Type de coffrets et répartition : à préciser

Généralités :

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques temporaires de chantier nécessaires aux besoins du chantier. Les coffrets seront montés piètement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A.

- L'installation d'éclairage de chantier dans toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier si les circulations sont sombres et dangereuses.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée :

- par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA)

- par une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

Installation existante

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Electricité

Généralités :

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Le propriétaire devra fournir le procès verbal de la vérification électrique de son bâtiment, celle ci doit être réalisée par un organisme agréé

Eau potable de chantier de base

Particularités :

Un point de raccordement à l'eau potable sera mis à disposition par le maître d'ouvrage.

Généralités :

Les entreprises devront assurer les raccordements temporaires nécessaires depuis ce point jusqu'à leurs propres installations.

Téléphone de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TOUTES ENTREPRISES

Généralités :

TELEPHONE URGENGE:

En l'absence d'un téléphone d'urgence, chaque entreprise doit disposer d'un téléphone portable

3. Installations de chantier

Clôtures de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : CLOISONS SECHES
En limite de l'emprise : emplacements à préciser
A l'intérieur de l'emprise : emplacements à préciser

Généralités :

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire des clôtures de chantier délimitant l'emprise de stockage extérieure (si nécessaire).

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Accès piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Chaque entreprise
Les flux piétons doivent emprunter les cheminements piétons existants

Généralités :

Les accès à la zone chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Cantonnements

Particularités :

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises des locaux base-vie (bureaux, de vestiaires, de réfectoires et de sanitaires) pour la durée du chantier.
Les entreprises devront maintenir ces locaux en bon état de propreté et d'usage pendant toute la durée de leur utilisation.

Généralités :

* SANITAIRES : Utilisation des sanitaires existants

* REFECTOIRE : local réfectoire mis à disposition par le Maitre d'Ouvrage

* VESTIAIRES : local vestiaire mis à disposition par le Maitre d'Ouvrage.

* DOUCHES : absence de douche sur le chantier

Protections contre l'incendie

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TOUTES ENTREPRISES

Généralités :

TRAVAUX AVEC FLAMME OU PAR POINT CHAUD :

Localisation:

Toutes les zones

Lot concerné:

Toutes les entreprises qui peuvent produire un point chaud ou un risque de départ de feu (soudure, meulage, ect..).

Sécurisation:

Avoir un extincteur vérifié, conforme et adapté à proximité de la zone de travaux (si les travaux sont dans une zone en exploitation, l'entreprise concernée devra réaliser un permis feu avec l'exploitant)

L'utilisation de l'extincteur se fait par du personnel formé

Le permis feu ne rentre en rien dans le cadre de la mission SPS

Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Maintenir les locaux mis à disposition propres en permanence.

Généralités :

Nettoyage quotidien des locaux mis à disposition des entreprises :

Chaque entreprise utilisatrice devra le nettoyage quotidien (tous les jours) des locaux mis à disposition des entreprises (sanitaires, vestiaire, réfectoire) pour toute la durée du chantier.

Sur simple constat, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

Nettoyage du chantier

Particularités :

Chaque entreprise doit procéder au nettoyage de ses postes de travail.

Chaque entreprise doit procéder à l'évacuation de ses déchets régulièrement.

Généralités :

Procédure générale :

Chaque entreprise est tenue d'enlever, à ses frais, les gravois, déchets, débris, emballages ou autres chutes qui proviennent de l'exécution de ses propres travaux, et de les évacuer régulièrement.

Nettoyage des zones de travaux et postes de travail :

Chaque entreprise titulaire de lot assurera le nettoyage de son chantier, au fur et à mesure de ses travaux et à la fin de son intervention. Il doit veiller à ce que ses sous-traitants maintiennent également le chantier propre.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des accès par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

4. Circulations piétons et véhicules

Ouverture/fermeture du chantier

Fermeture provisoire du chantier :
Responsabilité CHAQUE ENTREPRISE.
L'entreprise qui quitte la dernière le chantier le soir devra fermer le chantier.

En cas de défaillance de l'entreprise responsable de la fermeture du chantier, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de gardiennage qui sera ensuite refacturé au lot responsable

Cheminements sécurisés piétons

Particularités :

Chaque entreprise
Le Cheminement à l'intérieur des locaux doit être sécurisé

Généralités :

SEPARATION PIETONS / VEHICULES :
Nature:
Utiliser les cheminements piétons existants.

Remarque pour toutes les entreprises :
TRAVAUX DANS LES CIRCULATIONS COMMUNES VERTICALES OU HORIZONTALES:
Intervention en hauteur sur des plateformes sécurisées avec garde-corps et plinthes. Sécurisation du poste de travail.
Sécurisation de la zone d'intervention

Accès véhicules – livraisons

Particularités :

TOUTES ENTREPRISES :
Séparation physique des flux de circulations des véhicules et des piétons.

Généralités :

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise de chantier sauf si une demande d'arrêt de voirie a été réalisée et acceptée.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via un engin de levage de charge, ascenseur existant).

Ce roulage sera effectué sur un sol stable compact et circulaire, d'une largeur permettant le croisement aisé.

A la charge de T.C.E

Homme trafic : Lorsque le conducteur d'un camion exécute une manœuvre, notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisantes, un ou plusieurs travailleurs dirigent le conducteur et avertissent, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule. Les mêmes mesures sont prises lors du déchargement d'une benne de camion.

Homme de manœuvre : Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins. Désignation d'un ou deux responsables de manœuvres chargés du guidage systématique des véhicules accédants au chantier (port du baudrier classe 2 obligatoire). Sera mise au droit du chantier.
Cette prestation sera à la charge de l'entreprise chargée de la mise en œuvre du produit, le personnel requis devra être impérativement présent sur le chantier lors de la livraison.

Avertisseur de manœuvre : Avertisseur sonore sur les véhicules et engins réalisant des manœuvres pour toutes les entreprises.

Places de stationnement

Particularités :

TOUTES ENTREPRISES : Stationnement dans l'enceinte du site, à proximité immédiate de la zone concernée par les travaux

Généralités :

Zone de stationnement véhicules : respect du code de la route.

5. Stockage

Aires de stockage - magasins

Particularités :

TOUTES ENTREPRISES :

Stockage autorisé uniquement dans la zone en travaux.

Généralités :

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

ZONES DE STOCKAGE EXTERIEUR:

Aucune zone de stockage en extérieur est prévue

BOUEILLE DE GAZ:

Aucun stockage de bouteille de gaz autorisé à l'intérieur des locaux

STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX (à l'intérieur du bâtiment) :

Aucun stockage de produits dangereux autorisé à l'intérieur des locaux.

6. Évacuation des déchets et matériaux

Bennes de chantier

Particularités :

TOUTES ENTREPRISES :

Généralités :

Mise en place de benne :

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise en pied de bâtiment.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

Interdictions :

Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.

Élimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance :

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en décharge publique des gravois de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée.

Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets.

BENNE A ROUE

Localisation:

- Bennes sur roue entre le poste de travail et le point d'évacuation (en pied d'immeuble).

Fréquence de rotation:

- Quotidienne

BENNES AVEC TRI

Localisation:

- Implantation à proximité de la zone de travaux .

Fréquence de rotation:

Autant de rotation que nécessaire. (ou selon charte Chantier Vert)

7. Échafaudages

Échafaudages de pied

Particularités :

Entreprise titulaire du lot qui souhaite utiliser un échafaudage de pied en intérieur

Mise en commun pour les lots : à préciser

Phasage, durée : à préciser

Levage associé : à préciser

Protection collective pendant les travaux : à préciser

Généralités :

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;

La notice de montage du fabricant devra être disponible à la demande.

Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise et/ou par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Les échafaudages de pied devront être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

La partie inférieure sera rendue inaccessible aux tiers par mise en œuvre de bardage de tôles nervurées, sur une hauteur de 4 m, comprenant un portillon d'accès avec condamnation par verrou à code mécanique.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadénassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2° plancher sera sécurisé de la même manière.

Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappe fermées en dehors des heures de travail.

La vérification des échafaudages sera réalisée par autocontrôle du monteur ((formée et possédant une attestation de compétence acquise) désignée par le chef d'entreprise ou par un organisme agréé.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

8. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

Trémie petite dimension :

Mettre une protection collective pour éviter les risques de chute de plain pied et de chute d'objet et de personne.

Lot en charge de la mise en œuvre et de l'entretien : Gros-œuvre et Plomberie/CVC

Trémies grande dimension :

Mettre une protection collective pour éviter les risques de chute de hauteur et de chute d'objet et de personne. Prévoir un moyen d'accès sécurisé

Lot en charge de la mise en œuvre et de l'entretien : Gros-œuvre et Plomberie/CVC

Généralités :

Nature des protections collectives

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise de démolition en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants.

L'entreprise de démolition mettra en place les sécurités collectives sur les ouvrages (garde-corps, filets etc. ...) .Elles en assurera la maintenance jusqu'à la fin des travaux dans chaque zone où ils se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à leurs mise en place.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise au démontage temporaire de dispositifs de protection collective. Si un tel démontage est nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises.

Le travail ne peut être entrepris et effectué sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protections collectives assurant un niveau de sécurité équivalent, doivent être mis en place pour éviter toute chute de personnes de matériaux ou d'outillages.

Nota : Maintenir les protections collectives fiables et efficaces dans l'espace et dans le temps jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Généralités :

L'attention des entreprises est attirée sur l'avantage présenté par des procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.

Organisation de la sécurité collective :

La coordination indispensable, des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de GROS OEUVRE soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives. Cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Une protection adaptée en collaboration avec les entreprises doit être mise en place.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes. Si un enlèvement s'avère nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises. Le travail ne peut être entrepris et effectués sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective doivent être mis en place pour éviter les chutes, assurant un niveau de sécurité équivalent. Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires.

L'entreprise de GROS OEUVRE doit installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avère nécessaire jusqu'à la réception de l'ouvrage

Le matériel destiné aux protections collectives doit être adapté, identifié et exclusivement réservé à cet usage. Le P.P.S.P.S de l'entreprise doit préciser le type de matériel proposé.

L'entreprise de démolition a la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux. Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre sous lequel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il doit remettre en état les protections collectives.

Dans le cas où la protection en place ne permet pas le travail de l'entreprise, la modification de la protection doit assurer un degré de sécurité équivalent.

Les modifications doivent être soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Chaque corps d'état doit mettre à disposition de son personnel pendant toute la durée du chantier, les moyens et matériels nécessaires pour assurer sa sécurité.

Harmonisation des dispositifs de sécurité :

Pour éviter une dépose anticipée des protections collectives, chaque entreprise TITULAIRE DE LOT doit installer ses différents dispositifs de sécurité (garde-corps, filets, etc.) en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc.) ainsi que de l'emplacement des ouvrages réalisés par les autres corps d'état.

Protections contre le bruit

Particularités :

TOUTES LES ENTREPRISES :

Généralités :

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage etc), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

Mesure de protection collective : barrières acoustiques, plots anti-vibratiles etc ...

Privilégier les outils les moins bruyants.

Eviter toute coactivité avec les autres entreprises

- Utiliser de préférence des véhicules et des équipements insonorisés
- Lors d'une communication, garder un contact visuel avec son interlocuteur
- Se faire confirmer la compréhension des instructions données, par exemple par un langage des signes
- L'utilisation d'équipements de communication radio adaptés à une zone à risque doit être envisagée si nécessaire

9. Spécificités complémentaires

Conditions de travail en cas de fortes chaleurs et canicule

Particularités :

Les mesures de prévention à mettre en place sur les chantiers en cas de canicule sont désormais strictement encadrées par la réglementation, notamment depuis l'entrée en vigueur du décret du 27 mai 2025 (entrée en vigueur au 1er juillet 2025.)

Voici les principales mesures à appliquer, organisées autour des obligations générales et spécifiques au secteur du BTP :

- Organisation et aménagement du travail (modulation des horaires)
- Fournir au moins 3 litres d'eau fraîche par jour et par salarié
- Créer des zones de repos adaptées (réfectoire), fournir des ventilateurs
- Informer et former et surveiller l'état de santé des salariés (entre autres affichage)
- Actualiser le DUERP (employeurs BTP)

Généralités :

Le décret n° 2025-482 du 27 mai 2025 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la chaleur renforçant les obligations des entreprises face aux fortes chaleurs (entrée en vigueur au 1er juillet 2025)

Ce décret impose plusieurs mesures de prévention à adapter aux situations de travail. Lorsque l'évaluation des risques identifie un risque d'atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs lié à l'exposition à des épisodes de chaleur intense, l'employeur fait évoluer l'organisation du travail avec des mesures visant à adapter les horaires, suspendre les tâches pénibles aux heures les plus chaudes, mieux ajuster les périodes de repos. Les postes de travail devront être aménagés pour amortir les effets des rayonnements solaire et l'accumulation de chaleur, par des dispositifs filtrants ou occultants, de la ventilation ou de la brumisation. L'eau potable fraîche mise à disposition des travailleurs devra être augmentée autant qu'il est nécessaire. L'accès à l'eau devra être garanti, avec un minimum de trois litres par jour et par personne en l'absence d'eau courante.

Les employeurs devront fournir des équipements adaptés (vêtements respirants ou rafraîchissants, couvre-chefs, lunettes...) et accorder une attention particulière aux travailleurs vulnérables, notamment les femmes enceintes. L'information et la formation des salariés sur les signes de coup de chaleur et les gestes à adopter est également rendue obligatoire, tout comme la mise en place de protocoles de secours, notamment pour les personnes isolées. Enfin, dans les secteurs concernés, les plans de prévention (BTP, agriculture) devront intégrer ce risque. Ces obligations s'appliquent aussi aux travailleurs indépendants, y compris agricoles.

Comme il fait souvent chaud l'été, les mesures de prévention existaient déjà. Mais les fortes chaleurs et les canicules ont tendance à devenir de plus en plus importantes... En ces périodes où les températures sont anormalement élevées par rapport aux normales saisonnières, le BTP doit s'organiser pour permettre la continuité de l'activité des travailleurs sur les chantiers.

Une vigilance collective devra être mise en place pour permettre une intervention rapide en cas de besoin. Être vigilant aux signes de coup de chaleur sur soi et sur les collègues.

L'employeur devra désigner une personne sur chantier formée aux premiers gestes de secours en cas de forte chaleur, le but étant de détecter et anticiper les premiers gestes de secours.

Un guide de l'OPPBTP apporte des conseils pour aider les entreprises à anticiper et à se préparer aux fortes chaleurs en prenant des dispositions adaptées au travail sur les chantiers, dans les bureaux, les ateliers ou les bases vie. Il décrit les effets des fortes chaleurs sur le corps humain et rappelle les signes à surveiller pour prévenir les risques de malaise liés à la chaleur. De nombreuses consignes ainsi que des solutions concrètes pour préserver la santé et améliorer les conditions de travail des salariés en cas de fortes chaleurs sont à retrouver dans ce guide.

Démolition

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : CLOISONS SECHES

Mesures de protection spécifiques (écrans, etc..) : protections par bâches

Zones du chantier concernées : démolition de cloisons

Généralités :

Avant toute action sur site, l'entreprise en charge des travaux s'assurera :

- Qu'elle est en possession des examens visuels réalisés après désamiantage ;
- Qu'elle est en possession de tous les retours de DICT ;
- Qu'elle est en possession des P.V. de consignations des réseaux ;
- Qu'elle est en possession du diagnostic structure réalisé par son BET (notamment en mitoyen);
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'entreprise en charge des travaux vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Le mode opératoire retenu par l'entreprise en charge des travaux limitera la transmission des chocs aux constructions et terrains avoisinants.

Avant intervention sur les poteaux, poutres, planchers, l'entreprise en charge des travaux fera valider sa méthodologie par son bureau d'études. Cette méthodologie validée sera communiquée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au CSPS, avant démarrage des travaux.

Silice

Particularités :

Entreprises concernées : Toutes entreprises

Mesures de protection spécifiques (masques, aspiration à la source, humidification etc..) : à préciser

Zones du chantier concernées : à préciser

Généralités :

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérigène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m3 pour le quartz

0,05 mg/m3 pour la cristobalite et la tridymite. L'abattage des poussières est un mode de protection collective contre l'exposition aux poussières

10. Secours

Zone de rassemblement

Particularités :

TOUTES ENTREPRISES :

L'emplacement sera défini en début de phase d'exécution et sera transmis aux différentes entreprises intervenantes.

Généralités :

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

Trousse de secours

Particularités :

TOUTES ENTREPRISES :

Présent dans chaque véhicule des entreprises

Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier et éventuellement à compléter régulièrement).

Chaque trousse doit être équipée par rapport aux risques des entreprises et contrôlée régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

SST

Particularités :

TOUTES LES ENTREPRISES :

Généralités :

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T, dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour. Autocollant SST sur casque ou vêtement.

Rappel : 1 SST pour 20 ouvriers

Procédure d'évacuation

Particularités :

TOUTES ENTREPRISES :

Personnel désigné pour accueillir les secours : à préciser

Généralités :

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. Le CSPS, l'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 15 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé selon son mode constructif (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la coactivité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

7. Travaux superposés

Les travaux superposés sont à proscrire dans le calendrier de travaux et dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute doit prendre les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous. Chaque cas doit être examiné par le maître d'œuvre d'exécution et le Coordonnateur SPS doit être informé. D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur, les entreprises doivent interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leurs postes de travail. Cette interdiction d'accès est assurée par la mise en place (et la maintenance) de clôtures fermant la zone. Dans le cas d'impossibilité un auvent de protection est installé.

8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

10. Autres mesures générales

PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS

TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DREETS (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)**Partie à remplir par le CSPS****DHOL**

Adresse pour accès véhicules au chantier

ENSAI - Campus de Ker Lann - 51, rue Blaise Pascal - 35170 BRUZ

Contraintes horaires et livraisons

Horaires de livraison autorisées : NON DEFINI

Moyens de levage partagés disponibles

Néant

Zones tampons de stationnement

Parking situé à proximité du chantier

Quais de déchargement partagés disponibles

Néant

Contraintes particulières du site

Néant

Autres sujets liés aux livraisons

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux

Annexes

**TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES
CANALISATIONS ET OUVRAGES ELECTRIQUES
RECOMMANDATIONS TECHNIQUES ET DE SECURITE****Conditions pour déterminer si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages Electriques**

Pour Enedis, les travaux sont considérés à proximité d'ouvrages électriques lorsque :

- ils sont situés à moins de **3 mètres** de lignes électriques aériennes de tension inférieure à 50 000 volts ;
- ils sont situés à moins de **1,5 mètre** de lignes électriques souterraines, quelle que soit la tension.

ATTENTION

Pour la détermination des distances entre les "travaux" et l'ouvrage électrique, il doit être tenu compte :

- des mouvements, déplacements, balancements, fouettlements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ;
- des engins ou de chutes possibles des engins utilisés pour les travaux ;
- des mouvements, mêmes accidentels, des charges manipulées et de leur encombrement ;
- des mouvements, déplacements et balancements des câbles des lignes aériennes.

Principes de prévention des travaux à proximité d'ouvrages électriques

Si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages électriques, comme précisé ci-dessus, vous devez respecter les prescriptions **des articles R 4534-107 à R 4534-130 du code du travail**.

1- Compte tenu qu'Enedis est placé dans l'obligation impérieuse de limiter les mises hors tension aux cas indispensables pour assurer la continuité de l'alimentation électrique, compte tenu également du nombre important de travaux effectués à proximité des ouvrages électriques et de leur durée, votre chantier pourra se dérouler en présence de câbles sous tension. Dans ce cas, **en accord avec le chargé d'exploitation avant le début des travaux**, vous mettrez en œuvre l'une ou plusieurs des mesures de sécurité suivantes :

- avoir dégagé l'ouvrage exclusivement par sondage manuel ;
- avoir balisé la canalisation souterraine et fait surveiller le personnel par une personne compétente ;
- avoir balisé les emplacements à occuper, les itinéraires à suivre pour les engins de terrassement, de transport, de levage ou de manutention ;
- avoir délimité matériellement la zone de travail dans tous les plans par une signalisation très visible et fait surveiller le personnel par une personne compétente ;
- avoir placé des obstacles efficaces pour mettre l'installation hors d'atteinte ;
- avoir fait procéder à une isolation efficace des parties sous tension par le chargé d'exploitation ou par une entreprise qualifiée en accord avec le chargé d'exploitation ;
- avoir protégé contre le rayonnement solaire les réseaux souterrains mis à l'air libre et faire en sorte de ne pas les déplacer, ni de marcher dessus ;
- appliquer des prescriptions spécifiques données par le chargé d'exploitation.

2- Si toutefois après échange avec l'Exploitant vos travaux sont incompatibles avec le maintien sous tension des réseaux, nous procéderons à une étude complémentaire et éventuellement à la mise en œuvre de la solution trouvée (sous réserve que cela n'impacte pas le réseau et les clients). Vous devrez par ailleurs avoir obtenu du chargé d'exploitation un Certificat pour Tiers pour l'ouvrage concerné avant de débiter vos travaux.

**En cas de dommages aux ouvrages appelez le 01 76 61 47 01 et uniquement dans ce cas
NE JAMAIS APPROCHER UN OUVRAGE ENDOMMAGE**

RISQUES LIÉS À LA CHALEUR

NIVEAUX DE VIGILANCE ET MESURES À PRENDRE:

Niveau Météo-France



Verte – Normal

Mesures à appliquer par les entreprises

Surveillance quotidienne météo
Rappel des mesures générales de prévention



Jaune – Alerte chaleur

Adaptation des horaires de travail
Mise à disposition d'eau fraîche ($\geq 3L/j$)
Pauses fréquentes à l'ombre
EPI adaptés
Affichage des symptômes de coup de chaleur



Orange – Canicule

Réduction ou suspension des tâches physiques
Pauses climatisées ou ventilées
Rotation des équipes
Renforcement du suivi des travailleurs fragiles



Rouge – Canicule extrême

Évaluation de l'arrêt total ou partiel des travaux
Justification possible d'arrêt de chantier pour intempéries
Notification au MOA et aux entreprises
Traçabilité des décisions